



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 22 février 2018

Réponse de Michel CHASSIER

Vœu présenté par le Président de la Région :

« Rapport Spinetta : non au démantèlement du réseau ferroviaire du quotidien »

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Ce débat n'est pas nouveau et notre position a été constante sur le sujet.

En 2011 déjà, nous recevions dans cette assemblée les présidents régionaux de la SNCF et de RFF et nous avons défendu le maintien du réseau et du service d'intérêt local et régional, ce que vous nommez le « réseau du quotidien ».

Nous avons, de la même façon, exprimé régulièrement nos réserves au sujet du projet de ligne LGV dite POCL, dont certains ici auraient souhaité qu'elle desserve Orléans et Bourges sans passer par la Sologne !

Plus récemment nous nous étions inquiétés des conditions dans lesquelles le transfert des lignes TET nous était imposé.

Vous aviez annoncé dès fin 2016 avoir signé un protocole d'accord « favorable pour la Région », accord dont les élus n'ont au passage jamais eu connaissance.

Mais la première alerte est venue en marge du Congrès des Régions, où nous avons entendu dans les couloirs que cet accord pouvait être remis en cause.

Or ce qui est proposé dans le rapport Spinetta va bien au-delà, puisqu'il s'agirait de supprimer de facto des lignes jugées non rentables, y compris certaines lignes TET de notre Région, et bien sûr les lignes de catégories 7 à 9, en mettant fin aux investissements.

Ce rapport s'appuie sur la notion de rentabilité dans le cadre de l'ouverture à la concurrence exigée par Bruxelles.

Nous avons souvent ici comme en commission permanente rappelé la SNCF à ses obligations contractuelles, et c'est le rôle la Région en tant qu'autorité organisatrice des transports, mais pour autant nous ne tomberons pas dans le piège de rendre la SNCF responsable des conséquences du désengagement de l'Etat et des contraintes imposées par Bruxelles en termes de concurrence.

Il est évident que les entreprises participant à une mission de service public ne peuvent fonctionner que sur un principe de péréquation, qui fait que les lignes les plus rentables financent les dessertes déficitaires.

Or dès 2011, 30% des lignes TGV n'étaient pas rentables, situation qui ne fera que s'aggraver avec l'ouverture à la concurrence du trafic voyageur, car c'est le segment qui intéresse les autres opérateurs, mais bien entendu sur les lignes qui dégagent du bénéfice.

Ce qui ruine évidemment l'équilibre de la péréquation.



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS

grpfn@grp.regioncentre.fr - fn-regioncentre.fr



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Si l'on suivait cette logique jusqu'au bout, il faudrait aussi supprimer les transports urbains, qui ne sont financés bien souvent qu'à 10 ou 20% par les usagers.

Nous voterons donc ce vœu, que nous aurions pu présenter, mais pour notre part nous restons cohérents avec nos positions sur l'Union européenne.

Ce n'est pas le cas de tout le monde.

